

# Recensement des marchés publics 2006 et évolution 2004-2006 : résultats globaux et résultats concernant les PME

**Observatoire Economique de l'achat public (DAJ-DGCP-DGTPE-INSEE)**

# 1- Le nombre de marchés publics recensés a augmenté entre 2004 et 2005 avant de baisser en 2006. Cette baisse concerne exclusivement les marchés de montant inférieur à 90.000 €

Nombre et montant des marchés recensés par type d'acheteur public

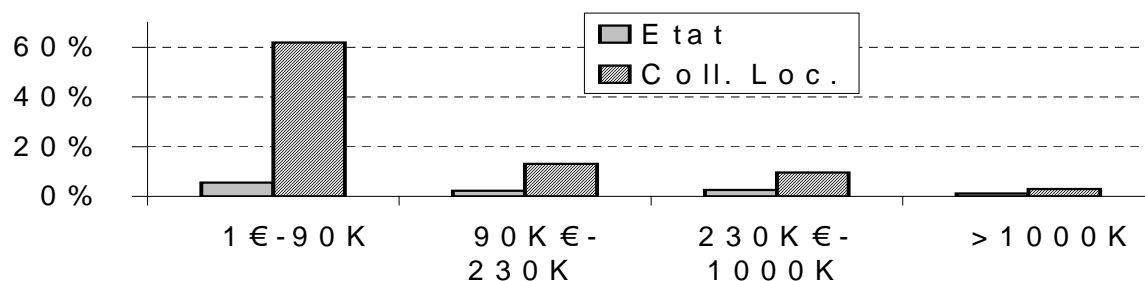
	2004	2005	2006
<b>Nombre total de marchés</b>	<b>152 794</b>	<b>172 977</b>	<b>167 571</b>
dont Nombre de marchés < 90,000 €	72%	72%	68%
dont Nombre de marchés Etat	17 981	20 408	19 379
dont Nombre de marchés Collectivités Territoriales	134 813	152 569	148 192
<b>Montant total des marchés (Mios €)</b>	<b>31 970</b>	<b>45 742</b>	<b>57 427</b>
dont Montant total de marchés Etat	8 230	16 442	26 294
dont Montant total de marchés Collectivités Territoriales	23 740	29 300	31 133

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

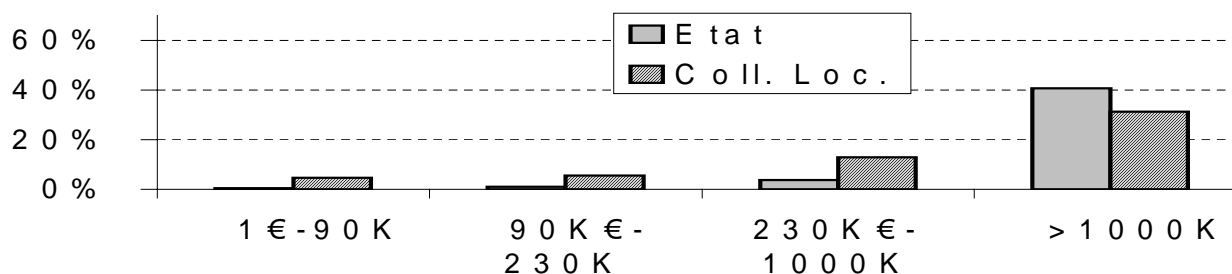
- Après une hausse de 13% entre 2004 et 2005, le **nombre** de marchés recensés s'est réduit de 3% entre 2005 et 2006.
- Cette **baisse concerne exclusivement les marchés de montant inférieur à 90.000 €** dont la part est ramenée de 72% à 68% du nombre total des marchés recensés.
- En **valeur**, en revanche, on note une **hausse sensible du total recensé** qui provient, avant tout, d'une amélioration continue de la collecte des marchés publics de la Défense qui enregistre, en outre, en 2006, quelques contrats de montant unitaire exceptionnel.

## 2- Les marchés publics portent généralement sur des montants relativement modestes et sont très majoritairement passés par les Collectivités Territoriales

R é p a r t i t i o n d u n o m b r e d e s m a r c h é s p u b l i c s p a r c a t é g o r i e d ' a c h e t e u r p u b l i c e t p a r t r a n c h e d e m o n t a n t ( M i l l i e r s d ' E u r o s )



R é p a r t i t i o n d u m o n t a n t d e s m a r c h é s p u b l i c s p a r c a t é g o r i e d ' a c h e t e u r p u b l i c e t p a r t r a n c h e d e m o n t a n t ( M i l l i e r s d ' E u r o s )



### 3- Exploitation des données sur les PME

- l'INSEE a croisé les statistiques de la base DGCP-DAJ avec les fichiers SIRENE et LIFI, pour fournir des résultats conformes à la définition européenne des PME, fondée sur **3 critères** :
- 1- **taille** : entreprise de moins de 250 salariés ;
- 2- **chiffre d'affaires** : inférieur ou égal à 50 millions € ;
- 3- **indépendance** : non détention à hauteur d'au moins 25% par une ou des entreprises ne correspondant pas à la définition de la PME. Ceci conduit à écarter les « fausses PME » qui sont en fait des filiales.

## 4- Les PME remportent, hors sous-traitance, 64% du nombre total des marchés recensés, représentant 27% du montant total

Part des PME par catégorie d'acheteur, selon le nombre et le montant des marchés

	Nombre	Montant
<b>Etat</b>	52%	12%
<b>Collectivités Territoriales</b>	65%	40%
<b>Total</b>	<b>64%</b>	<b>27%</b>

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

- La prépondérance des PME en termes de **nombre** de marchés est **plus marquée pour les collectivités territoriales que pour l'Etat** (65% contre 52%).
- En termes de **montant**, la **part des PME est plus réduite**, ne représentant plus que 40% pour les collectivités territoriales et 12% pour l'Etat.

## 5- Cette part des PME augmente sensiblement si l'on retient une définition plus extensive de la Petite et Moyenne Entreprise

- En retenant seulement les **2 premiers critères** (taille et chiffre d'affaires), ce qui équivaut à **prendre en compte également les filiales** de groupes, la part des PME monte alors à **74%** du **nombre** total des marchés recensés, soit **37%** du **montant** total.

## 6- L'évolution depuis 2004 montre un certain recul relatif des PME mais qui est surtout lié à des phénomènes statistiques

Part des PME (en % du Nombre et du Montant total des marchés publics recensés)

	2004	2005	2006
<b>PME avec critère de dépendance (en % du Nombre total)</b>	<b>64</b>	<b>64</b>	<b>64</b>
dont Etat	55	59	52
dont Collectivités Territoriales	65	66	65
<b>PME avec critère de dépendance (en % du Montant total)</b>	<b>36</b>	<b>32</b>	<b>27</b>
dont Etat	21	19	12
dont Collectivités Territoriales	41	39	40

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE

• Alors qu'il y a une **grande stabilité, tant en nombre qu'en montant, de la part des PME dans les marchés publics recensés des Collectivités Territoriales** sur la période de référence, une nette baisse caractérise cette même part dans les marchés de l'Etat.

• Ceci est essentiellement dû à la forte amélioration de la collecte des marchés de l'Etat, et en 2006, à la prise en compte de marchés de la Défense à très fort montant unitaire. Si l'on corrige de ces quelques contrats exceptionnels, la part des PME dans les marchés de l'Etat remonte à 18%.

**7- La part des PME en montant reste assez stable, à l'exception du secteur des Fournitures, et d'une manière moins marquée, des Services, du fait des contrats de l'Etat à fort montant unitaire précités**

**Part des PME dans les marchés publics (en montant) par domaine d'achat**

	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
Fournitures (F)	29%	21%	14%
Services (S)	31%	30%	27%
Travaux (T)	43%	45%	43%
<b>Total</b>	<b>36%</b>	<b>32%</b>	<b>27%</b>

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE ; Traitement des données : DGCP, DAJ, INSEE, DGTPE



## 8- Les PME sont très présentes dans les marchés de travaux, notamment des Collectivités Territoriales. Elles ont également une position solide dans les marchés de services et de fournitures.

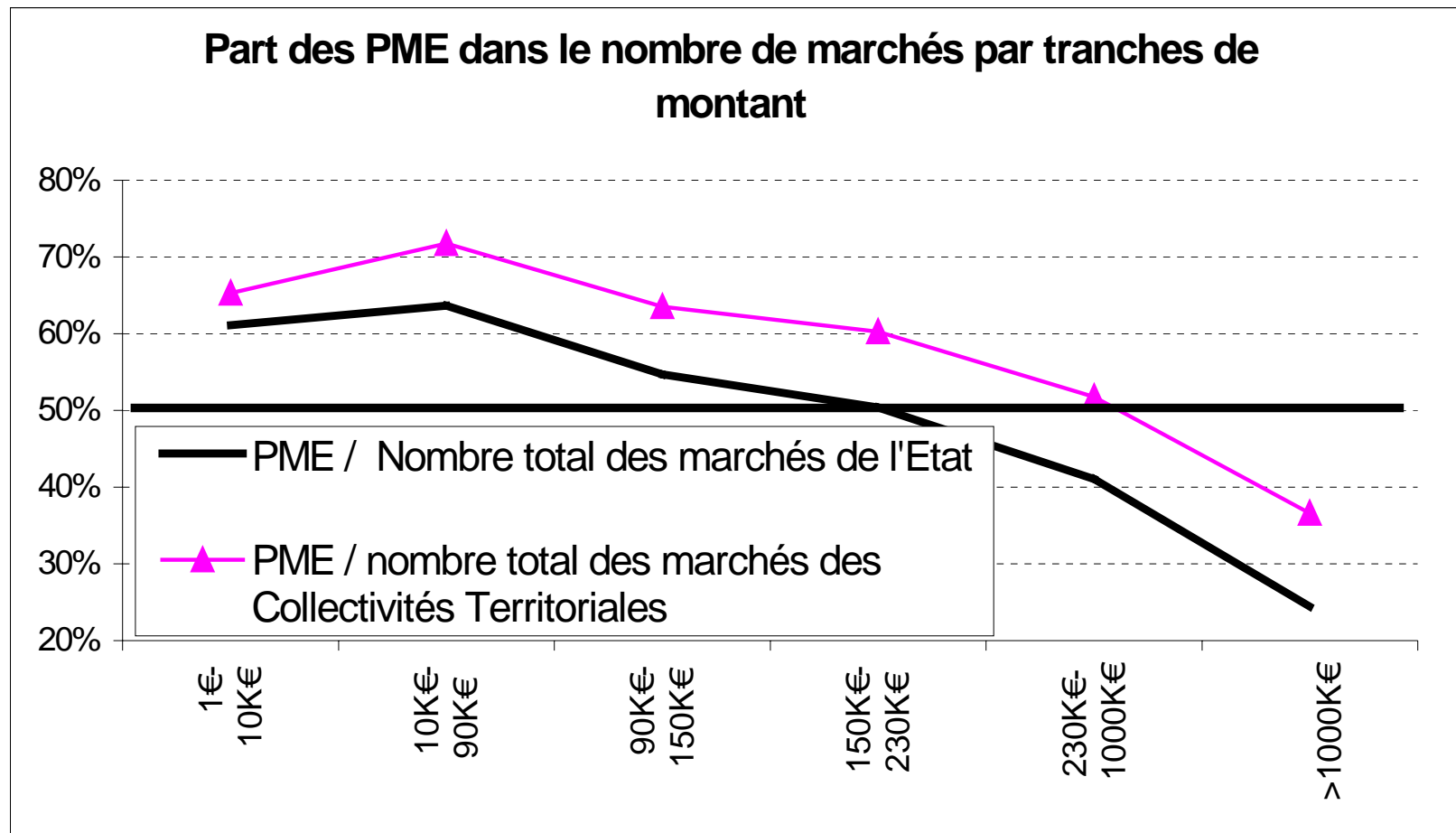
- Cette situation est, toutefois, à nuancer lorsqu'on considère, non plus le nombre mais le montant des marchés.
- On note l'impact des contrats à fort montant unitaire sur la part des PME dans les marchés de Fournitures de l'Etat (le chiffre correspondant était de 23% en 2004)

**Part des PME en terme de Nombre et de Montant de marchés par domaine (en %)**

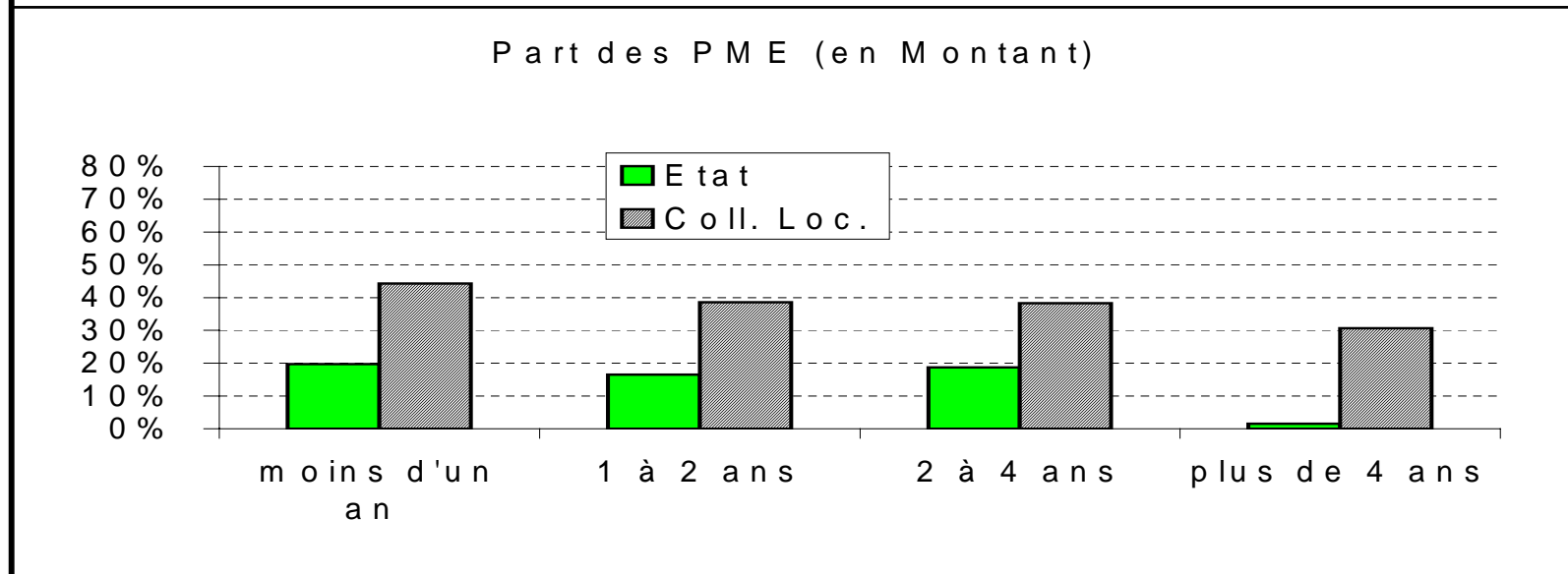
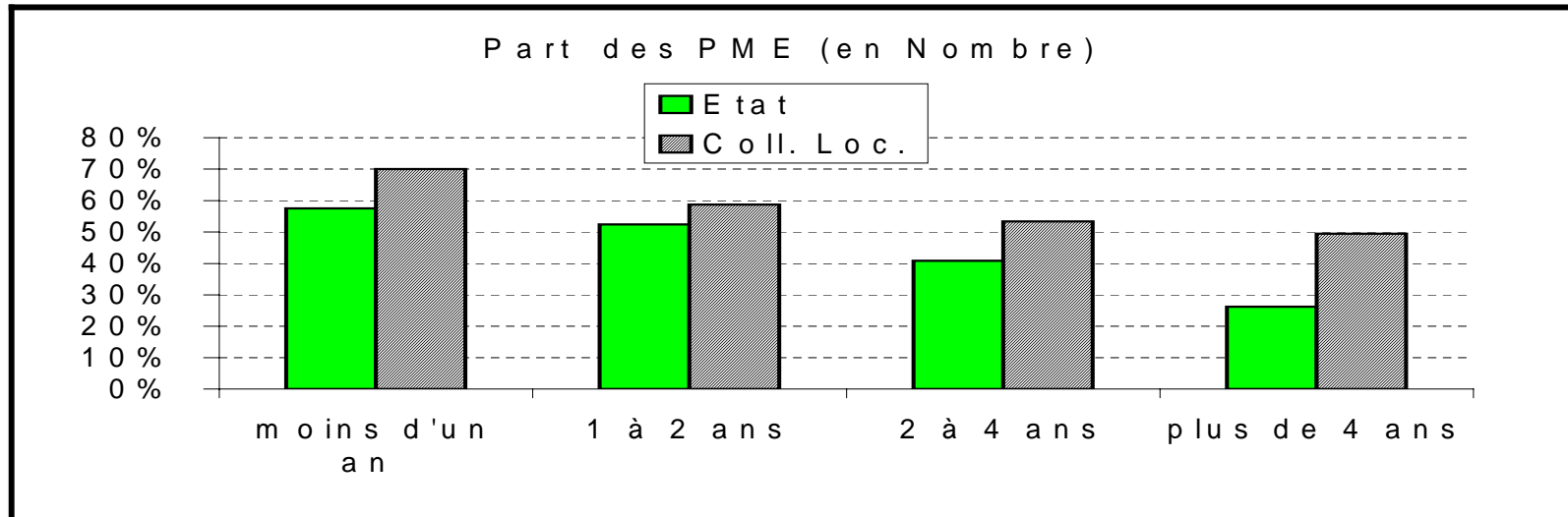
	PME / Nombre des marchés de l'Etat	PME / Montant des marchés de l'Etat	PME / Nombre des marchés des Coll. Terr.	PME / Montant des marchés des Coll. Terr.
<b>Fournitures</b>	48%	7%	45%	27%
<b>Services</b>	41%	13%	66%	45%
<b>Travaux</b>	66%	31%	78%	45%
<b>Total</b>	<b>52%</b>	<b>12%</b>	<b>65%</b>	<b>40%</b>

Sources : ARAMIS, SUSE, LIFI, DIANE ; Traitement des données : DGCP, DAJ, INSEE, DGTPE

## 9- les PME sont moins présentes sur les marchés les plus importants en montant ...



## 10- ...elles sont également moins présentes sur les marchés de l'Etat de durée longue



## 11- Synthèse et Conclusion

### 1- Malgré une amélioration de la collecte, les données restent fragiles et d'interprétation toujours aussi difficile

- La qualité des données s'est en effet améliorée, le rapport entre les fiches de recensement reçues et les fiches exploitables est passé de 79% en 2004 à 94% en 2006.
- L'évolution de l'exhaustivité est plus ambiguë : si le montant global recensé a augmenté de 25 Milliards € entre 2004 et 2006, l'amélioration de la collecte n'a pas été homogène, la plus forte progression étant observée sur les marchés de l'Etat et notamment les marchés de la Défense de montant unitaire élevé.

## **12- Synthèse et Conclusion (suite)**

- Cette évolution disparate s'est traduite par une déformation de la structure de l'échantillon en faveur des marchés de l'Etat de fort montant, par nature moins accessibles aux PME, d'autant que le système statistique ne permet toujours pas de faire apparaître la sous-traitance.

### **2- Quelques constantes se devinent cependant au fil des années**

- Situation des PME plus favorable en nombre de marchés qu'en montant.
- Sous-représentation des PME dans les marchés de plus fort montant, aux durées les plus longues, notamment ceux de l'Etat.
- Toutefois, minoration probable, dans les données du recensement, du poids des PME (tendance à la baisse du nombre de petits marchés recensés, incapacité actuelle à identifier la sous-traitance). Par ailleurs, en 2006, impact d'achats exceptionnels de l'Etat sur la structure des achats publics.

## 13- Synthèse et Conclusion (fin)

### 3- Plusieurs dispositifs devraient contribuer à l'amélioration du recensement dès l'année prochaine

- La mise en place de l'enquête sur les « petits marchés » des Collectivités Territoriales et des établissements publics qui en dépendent devrait améliorer leur connaissance.
- Le recours à l'application de gestion comptable ACCORD devrait permettre d'obtenir le même résultat pour les « petits marchés » de l'Etat.
- Enfin, l'impact de la nouvelle fiche de recensement, visible à partir des données 2007, devrait notamment permettre d'identifier la sous-traitance.